



Paris, le 15 juin 2020

Monsieur DUSSOPT Olivier,
Secrétaire d'État chargé de la Fonction publique.

Monsieur le secrétaire d'État,

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FAFP, réunies en intersyndicale, attirent votre attention sur la forme que pourrait prendre la tenue du Conseil Commun de la Fonction publique du 25 juin prochain.

Cette réunion de bilan de la crise, que nous avons appelée de nos vœux très rapidement, ne peut se faire à l'économie et contraindre ainsi des élus du personnel à ne pas participer.

Vous prévoyez, afin de permettre le respect des distances, de ne convoquer que les représentants titulaires. Or, il existe des salles, à Bercy, qui permettent de réunir tous les représentants titulaires et suppléants.

De plus, vous ne prévoyez pas de possibilité de connexion audio ou vidéo alors que la période a permis à chacune et chacun de constater que ce mode, quoique dégradé, était possible. Cela permettrait aux participants qui ne peuvent se déplacer à cette réunion, d'assister tout de même aux débats de cette instance.

La période a permis de constater que toute la fonction publique a su s'adapter et être réactive pour assurer l'intérêt général. A ce titre, il apparaîtrait inopportun que les représentants des agents de la fonction publique ne puissent débattre dans des conditions acceptables autour de ce bilan.

C'est pourquoi les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires et FAFP demandent que toutes les dispositions nécessaires soient prises pour que ce CCFP soit réuni dans les conditions de la démocratie sociale à laquelle nous aspirons tous.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le secrétaire d'État, l'assurance de notre considération distinguée.

Jean Marc Canon, CGT Fonction Publique
Pascal Kessler, FA-FP
Christian Grolier, FO
Benoit Teste, FSU
Gaëlle Martinez, SOLIDAIRES